

Unité départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY

SAINT-BARTHÉLÉMY, le 07/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/01/2023

Contexte et constats

Publié sur



TRIVIUM PACKAGING

Avenue Rhin et Danube
BP 69
72202 La Flèche

Références : 2023-064_TRIVIUM PACKAGING_INSP_RAP
Code AIOT : 0006301293

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/01/2023 dans l'établissement TRIVIUM PACKAGING implanté 6 Avenue Rhin et Danube CS 10069 72202 La Flèche. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du recensement de la mise en demeure du 20/06/2019 et de l'action nationale 2023 relative au contrôle des rejets atmosphériques des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRIVIUM PACKAGING
- 6 Avenue Rhin et Danube CS 10069 72202 La Flèche
- Code AIOT : 0006301293
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société TRIVIUM PACKAGING fabrique des emballages métalliques légers pour l'industrie alimentaire (impression, vernissage et découpe).

Les ateliers couvercles et impression/vernissage, le local AMP, le local compresseur, l'incinérateur RTO, la fosse C et l'armoire liquides inflammables ont été visités.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- action nationale air
- effluents industriels
- stockage de liquides inflammables

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Valeurs limites oxydateurs – Constat visite du 02/02/21	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27-7-a	/	Sans objet
2	Modification des installations - constat visite du 02/02/21	Arrêté Préfectoral du 26/01/2006, article 1.7	/	Sans objet
3	Stockage liquides inflammables - constat visite du 02/02/21	AP Complémentaire du 12/04/2017, article 6	/	Sans objet
4	Pollution des eaux souterraines - constat visite du 02/02/21	AP Complémentaire du 12/04/2017, article 8	/	Sans objet
5	Effluents industriels Constat visite du 02/02/21	AP Complémentaire du 12/04/2017, article 7.4	/	Sans objet
9	Canalisation des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	/	Sans objet
11	Points de prélèvements	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Sans objet
12	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18	/	Sans objet
13	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	/	Sans objet
14	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet
15	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	/	Sans objet
17	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Sans objet
21	Respect des VLE	AP Complémentaire du 12/04/2017, article 9	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
23	Accès dispositifs lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 26/01/2006, article 4.2.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Rétentions - constat visite du 02/02/21	Arrêté Préfectoral du 26/01/2006, article 5.4.4	/	Sans objet
7	REACH - constat visite du 02/02/21	Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 32	/	Sans objet
8	ESP - constat visite du 10/02/2022	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	/	Sans objet
10	Emissions diffuses	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	/	Sans objet
16	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	/	Sans objet
18	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	/	Sans objet
19	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	/	Sans objet
22	Fuite fosse C	Arrêté Préfectoral du 26/01/2006, article 1.9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est bien tenu, les travaux (installation de l'incinérateur) effectués en décembre 2022 sur la ligne P61 devraient permettre de respecter les valeurs d'émissions des rejets atmosphériques et donc de lever le dernier point de la mise en demeure (arrêté préfectoral du 20/06/2019), c'est-à-dire "la réalisation des travaux sur la ligne P61 dans un délai de 24 mois à compter de la notification du présent arrêté". Cependant les mesures des émissions atmosphériques n'étaient pas encore réalisées le jour de la visite. Le dernier point de la mise en demeure pourra être levé dès réception du rapport confirmant la conformité des émissions atmosphériques. Concernant le local AMP, l'inspection suivra avec attention l'avancée de l'installation des barrières amovibles pour

la rétention. L'exploitant a fixé un délai d'installation avec son fournisseur (fin mars 2023). En cas de non respect du délai, l'inspection pourra proposer une mise en demeure sur ce point au préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Valeurs limites oxydateurs – Constat visite du 02/02/21

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27-7-a
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les effluents gazeux respectent les valeurs limites suivantes selon le flux horaire maximal autorisé :</p> <p>7 - Composés organiques volatils :</p> <p>a) Rejet total de composés organiques volatils à l'exclusion du méthane :</p> <p>[...]</p> <p>Dans le cas de l'utilisation d'une technique d'oxydation pour l'élimination COV, la valeur limite d'émission en COV exprimée en carbone total est de 20 mg/m³ ou 50 mg/m³ si le rendement d'épuration est supérieur à 98 %. La teneur en oxygène de référence pour la vérification de la conformité aux valeurs limites d'émission est celle mesurée dans les effluents en sortie d'équipement d'oxydation. Dans le cadre de l'étude d'impact prévue aux articles R. 512-6 et R. 512-8 du code de l'environnement susvisé, l'exploitant examine notamment la possibilité d'installer un dispositif de récupération secondaire d'énergie. En outre, l'exploitant s'assurera du respect des valeurs limites d'émission définies ci-dessous pour les oxydes d'azote (NO_x), le monoxyde de carbone (CO) et le méthane (CH₄) :</p> <p>NO_x (1) (en équivalent NO₂) : 100 mg/m³ ;</p> <p>CH₄ : 50 mg/m³ ;</p> <p>CO : 100 mg/m³.</p>
<p>Constats : La non conformité aux valeurs limites des rejets atmosphériques des lignes vernissage/impression avait fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure du 20/06/2019.</p> <p>Lors de la dernière visite d'inspection, en février 2022, plusieurs points avait fait l'objet d'actions correctives, seule la réalisation des travaux sur la ligne P61 restait à effectuer. L'exploitant avait indiqué que la ligne P61 serait démontée en été 2022 et que le nouvel incinérateur serait au plus tard mis en place pour la fin d'année 2022.</p> <p>Le dernier rapport de mesures atmosphériques réalisées le 10 mai 2022, avant réalisation des travaux, sur les lignes V1, P63 et P61 montrent une non conformité en CO en aval de la ligne P61 (565 mg/Nm³ au lieu de 100 mg/Nm³).</p> <p>Lors de la visite du 26 janvier 2023, l'exploitant a fourni le bordereau de livraison des pièces de l'incinérateur (n°84162020). L'inspection a constaté la mise en place de l'incinérateur. La ligne P61 n'avait pas été redémarrée car des tests étaient prévus pour le 30 janvier 2023. A la suite de la visite, l'exploitant a fourni la déclaration de montage et le certificat d'acceptabilité du 31/01/2023.</p> <p>Les rapports de mesures réalisées le 11 mai 2022 sur le RTO (ligne V3 et P62) et le 1er décembre 2022 (ligne V2 et RTO - ligne V3/P62) ne montrent pas de non conformités en CO, CH₄ et NO_x.</p> <p>=> Les travaux ont été réalisés sur la ligne P61, l'inspection proposera la levée de la mise en demeure au préfet si les prochains résultats des émissions atmosphériques sont conformes.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à fournir une facture de l'incinérateur, qu'il obtiendra à la suite des résultats de mesures atmosphériques pour valider l'installation (mesures prévues par IRH en semaine 10).</p> <p>=> L'exploitant devra fournir à l'inspection la facture ainsi que les nouvelles mesures atmosphériques de la ligne P61.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Modification des installations - constat visite du 02/02/21

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2006, article 1.7
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout projet de modification, extension ou transformation notable de ces installations doit avant réalisation, être porté à la connaissance du préfet, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires. Toute modification doit être mise à profit pour intégrer les principes d'exploitation rappelés ci-dessus.
Constats : Lors de la visite de février 2021, l'inspection avait constaté l'installation d'un nouveau stockage de liquides inflammables (2*3000 L) dans un box coupe-feu 2h muni d'un dispositif d'extinction automatique. Cette installation n'engendrait pas un changement de quantité de matières premières sur le site. L'inspection avait demandé à l'exploitant de déposer en préfecture un porté à connaissance pour justifier que le stockage n'engendre pas des dangers et inconvénients supplémentaires (positionnement attendu selon les articles R.181-46 et R. 122-2 du Code de l'Environnement). En 2022, une version projet de l'étude de danger (effectuée par le bureau EDILIA) avait été présentée lors de l'inspection. La demande de dépôt d'un porté à connaissance avait été réitérée par l'inspection. En amont de la visite du 26 janvier 2023, l'exploitant a fourni à l'inspection l'étude de danger finalisée. Cette modification fera l'objet d'un rapport d'instruction distinct. Lors de la visite, l'inspection a constaté plusieurs modifications sur site, notamment la construction d'un bâtiment de stockage de matières premières (métal). L'exploitant a affirmé que le porté à connaissance était en cours de finalisation, il reprendra en partie les modifications liées à l'installation de l'armoire de stockage de liquide inflammables. Un dépôt durant le premier trimestre 2023 est envisagé. => L'exploitant devra se positionner sur les mesures de maîtrise des risques complémentaires à mettre en oeuvre suite à l'étude de danger relative à l'armoire de liquides inflammables. Le constat ne pourra être soldé qu'une fois le porté à connaissance déposé en préfecture.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/04/2017, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au regard du risque présenté par le stockage de liquides inflammables situé à proximité du stockage de palettes et des limites de propriété, les mesures de sécurité suivantes sont mises en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Limitation du volume de stockage de liquides inflammables à 160 m³. - Stockage des liquides inflammables dans 9 cellules (séparation en deux parties égales de la cellule B/C). - Mise en place d'un contrôle de l'état des stocks garantissant le non dépassement de la quantité maximum autorisée. <p>[...]</p> <p>Avant le 31/12/2020, chacune des cellules du bâtiment disposera d'une rétention indépendante et étanche de 18,3 m³ permettant de récupérer 100 % des contenants présents dans la cellule.</p> <p>Constats : Plusieurs mesures de sécurité avait été réalisées et constatées lors de la visite précédente en 2022. Cependant, la rétention de chaque box n'avait toujours pas été réalisée. Cette disposition fait l'objet d'un délai de mise en oeuvre dans l'arrêté préfectoral de 2017 (réalisation avant le 31/12/2020). Une solution validée en 2021 par le SDIS avait été retenue, il s'agissait de mettre en place des rétentions amovibles semi-automatiques (avec détection de fumée et déversement) par cellule. L'exploitant avait indiqué que la demande d'investissement avait été validée pour 2022 et que des devis étaient en cours.</p> <p>Lors de la visite du 26 janvier 2023, l'inspection a constaté que le système de rétention n'a pas été mis en place. Cependant les actions correctives sont en cours:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. L'exploitant a fourni le bon de commande n°FR86383966991 en date du 27 juillet 2022 qui indique le versement d'un acompte de 25% par rapport au montant des travaux. La réalisation des installations est effectuée par l'entreprise MT ENVIRONNEMENT. 2. L'exploitant a fourni le 9 février 2023 les échanges de mails avec l'entreprise chargée des travaux : <ul style="list-style-type: none"> • L'intervention était initialement prévue fin octobre 2022. • L'entreprise sous-traitante de MT ENVIRONNEMENT, CGK, n'a pas été en capacité d'effectuer les travaux en raison de difficultés financières. • Par mail du 13 janvier 2023, l'entreprise MT ENVIRONNEMENT a confirmé l'installation des barrières dès le lundi 27 mars par le sous-traitant CGK. <p>=> L'inspection ne propose pas à ce stade de mise en demeure au vu de l'engagement de l'exploitant pour une mise en oeuvre dans les mois à venir. L'exploitant fournira les éléments justifiant le suivi de la procédure d'installation de la rétention jusqu'à la date de réalisation. En cas de non réalisation dans les délais engagés, l'inspection proposera une mise en demeure pour le non respect de cette disposition.</p> <p>L'état des stocks a été présenté (68,93 tonnes de produits concernés par la rubrique 4331 pour une autorisation à 85 tonnes).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/04/2017, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les prélèvements et analyses sont réalisés, à une fréquence semestrielle, par un organisme agréé aux frais de l'exploitant.</p> <p>L'exploitant procède à une interprétation des résultats obtenus :</p> <p>comparaison amont / aval en précisant le sens d'écoulement de la nappe ;</p> <p>évolution des résultats par rapport aux années précédentes ;</p> <p>comparaison des résultats avec des valeurs de référence.</p> <p>Les résultats des mesures réalisées seront saisis sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet, GIDAF « https://gidaf.developpement-durable.gouv.fr » dès mise en service du compte de l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose de 3 piézomètres, un amont du site (PZ1) et deux en aval (PZ2 et PZ3).</p> <p>Les valeurs seuils pour juger de la qualité des eaux sont issues de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2008 établissant les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines.</p> <p>Le rapport de mesures des eaux souterraines en date du 7 juin 2022 porte sur les prélèvements effectués le 4 mai 2022. Les piézomètres PZ1 (amont) et PZ3 (aval) présentent une concentration en arsenic au dessus du seuil réglementaire (respectivement 17,3 µg/l et 21,7 µg/L au lieu de 10 µg/L). Le piézomètre 3 présente également une concentration en plomb de 21,7 µg/L au lieu d'un seuil réglementaire à 10 µg/L.</p> <p>Une fuite de lessive de soude diluée à 50 % en provenance de la fosse C a été identifiée le 11 mai 2022 (cf. Constat 21).</p> <p>Le rapport de mesures des eaux souterraines en date du 2 décembre 2022 porte sur les prélèvements effectués le 17 octobre 2022 et ne présente pas de concentrations au-dessus du seuil réglementaire pour les piézomètres PZ2 et PZ3 (aval du site). Une non conformité est relevée en arsenic pour PZ1 en amont du site (25 µg/L au lieu d'un seuil réglementaire à 10 µg/L).</p> <p>Le problème de connexion à GIDAF subsiste, la déclaration n'a pas été effectuée.</p> <p>=> L'inspection demande à l'exploitant d'effectuer la déclaration depuis janvier 2023, dès la résolution du problème.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Effluents industriels Constat visite du 02/02/21

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/04/2017, article 7.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les seuls effluents à caractère industriel proviennent des installations de compression (condensats de purge). Ces effluents sont rejetés, après traitement, dans le réseau communal et présentent les caractéristiques suivantes : débit maximum : 1 m ³ /jour hydrocarbures inférieurs à 10 mg/l
Constats : L'inspection a demandé à l'exploitant, lors de la précédente visite en 2022, de fournir les éléments justifiant le respect du débit maximum de 1 m ³ /j. L'inspection a observé lors de la visite du 26 janvier 2023, l'instrument de mesure en sortie des installations de compression. => L'exploitant fournira à l'inspection un relevé des mesures justifiant le respect de la prescription.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Rétentions - constat visite du 02/02/21

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2006, article 5.4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.
Constats : L'inspection n'a pas constaté de fûts sans rétention dans l'atelier de production.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 32
Thème(s) : Risques chroniques, Substances chimiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Transmission de l'information le long de la chaîne d'approvisionnement et usage conformément aux préconisations de la FDS Règles générales applicables à l'apposition des étiquettes (CLP- art 31)
Constats : Lors de la précédente visite, l'inspection avait constaté que la FDS du produit MIXAL contenu dans un GRV plastique interdisait les contenants plastiques pour le stockage. Lors de la visite du 26 janvier 2023, l'exploitant a indiqué qu'il utilisait toujours des contenants plastiques. La FDS actualisée (version de 10/2020) du fournisseur AXE DIFFUSION pour le MIXAL a été transmise à l'inspection, il n'y a plus de mention interdisant le stockage en contenants plastiques.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Inspection périodique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à Pression.</p>
<p>Constats : En janvier 2022, l'exploitant avait fourni la liste des ESP à jour. Cette liste avait amené à plusieurs remarques de la part de l'inspection :</p> <p>"- L'autoclave de marque Getinge n°213310 indique la dernière RP le 14/09/2011 et la prochaine RP le 14/09/2021 donc cet ESP est peut-être en retard de requalification ;</p> <p>- La date de la prochaine IP ne peut pas être au delà de la prochaine RP, (exemple: prochaine IP le 28/12/2024 et prochaine RP le 15/12/2024). Un certain nombre d'ESP sont concernés par ce cas. Ce point de saisie dans le tableau est à corriger ou alors à réactualiser lors des prochaines RP pour remettre les compteurs à zéro ;</p> <p>- Le tableau ne comprend pas de colonne régime de surveillance prévu par l'article 6 tiret III de l'AM du 20/11/2017. L'ensemble des ESP sont suivis via le régime général. Pour répondre à ce point, il convient de demander à l'exploitant de rajouter cette colonne."</p> <p>En réponse, l'exploitant avait fourni l'attestation de requalification de l'équipement sous pression Getinge n°213310 dont la prochaine requalification est prévue le 05/04/2024.</p> <p>En amont de la visite de 2023, l'exploitant a fourni la liste des ESP mise à jour avec la prise en compte des remarques précédentes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Canalisation des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
Thème(s) : Actions nationales 2023, Canalisation des émissions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.
Constats : Par sondage, la ligne de vernissage V1 a été suivi par l'inspection. Les feuillets métalliques arrivent par piles et la dépileuse permet l'envoi des feuilles une à une. Une première aspiration est positionnée au niveau de l'application du vernis. Une seconde aspiration est effectuée au sein du four pour le séchage des feuilles. Les deux conduits d'aspiration sont raccordés à l'incinérateur. L'incinérateur rejette le flux d'air traité par une cheminée. Les contenant dans lesquels le vernis est prélevé sont fermés hermétiquement par un couvercle assemblé à la pompe. Sur cette ligne tous les points d'émissions sont captés et canalisés. L'inspection a constaté une rétention avec du solvant à l'intérieur, au niveau de la zone de distribution des solvants qui proviennent du stockage de l'armoire liquides inflammables. L'exploitant a indiqué que la rétention n'est jamais vidée. Celle-ci constitue une source d'émissions atmosphériques diffuses. => L'inspection demande à l'exploitant de vider la rétention et d'instaurer une périodicité de nettoyage pour limiter les émissions et pour assurer la capacité de rétention.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Emissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
Thème(s) : Actions nationales 2023, Limitation des émissions diffuses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent,...) que de l'exploitation sont mises en œuvre. Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.
Constats : Les locaux des ateliers sont propres et n'appellent pas plus de remarques sur l'émission de poussières.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Points de prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Actions nationales 2023, Points de prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : Plusieurs écarts par rapport à la norme NF EN 15 259 (nombre d'axes de mesures disponibles, conduit horizontal, recul, etc.) sont mis en avant par le bureau IRH sur les rapports de mesures atmosphériques réalisées les 10 et 11 mai 2022. IRH n'émet pas d'avis sur l'impact de ces écarts. L'organisme de contrôle doit conclure sur l'impact des écarts à la norme sur les résultats des mesures. À la suite de la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection le mail envoyé au bureau d'étude qui reprend les remarques pré-citées. => L'inspection rappelle que l'annexe IV (présentation des rapports d'analyse et d'essai), de l'arrêté du 11/03/2010 sur les modalités d'agrément des laboratoires (modifié par l'arrêté du 29/03/2022), s'applique depuis le 1er octobre 2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traitement des fumées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : Le bon fonctionnement des installations d'incinération est vérifié périodiquement par les mesures IRH, soit une fois par an pour chaque installation de traitement.</p> <p>Une interface homme-machine indique la température et la pression de l'équipement et sert à identifier l'origine du problème en cas de dysfonctionnement. Si l'incinérateur RTO dysfonctionne, la dépileuse des lignes P62-V3 s'arrête mettant la chaîne de production à l'arrêt.</p> <p>Hormis les mesures par le bureau IRH, l'exploitant n'est pas en capacité d'évaluer l'efficacité de l'incinérateur. Une réflexion est cours pour identifier les actions à mettre en place, notamment dans le contexte de réexamen IED (MTD du BREF STS applicables le 9 décembre 2024).</p> <p>=> Une procédure doit être mise en place pour s'assurer de la bonne marche des installations de traitement et de leur entretien. Le suivi doit être porté sur un registre.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traitement des fumées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.</p> <p>Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée.</p> <p>Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.</p> <p>La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.</p>
<p>Constats : L'équipe de maintenance est en charge de la résolution des dysfonctionnements des incinérateurs. Pour chaque incident, le personnel remplit une fiche maintenance avec les paramètres d'incident apparaissant sur l'interface homme-machine. L'interface montre la mesure des paramètres suivants : détecteur de flamme, pression, trappe de surpression, etc.</p> <p>Une maintenance est prévue une fois par an lors de la coupure de la production.</p> <p>En cas de défaillance du système de traitement des fumées, la chaîne de production s'arrête (cf. constat n°12).</p>
=> Les dysfonctionnements doivent être consignés dans un registre.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2023, Consignes d'exploitation et de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>(...)</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <p>« - les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;</p> <p>« - les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;</p> <p>(...)</p> <p>- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les procédures marche/arrêts n'ont pas pu être présentées à l'inspection. Il n'y a pas de procédure en cas de dysfonctionnement permettant de réduire la pollution émise.</p> <p>=> L'inspection demande à l'exploitant de rédiger les procédures marche/arrêt/dysfonctionnement mentionnant les vérifications à effectuer.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
Thème(s) : Actions nationales 2023, Consignes d'exploitation et de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Par ailleurs, tous les documents, enregistrements, résultats de vérifications, justificatifs et registres répertoriés dans le présent arrêté et dans l'arrêté préfectoral d'autorisation sont tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : Aucun registre n'a été observé en visite.</p> <p>=> Ce point sera revu lors de la prochaine visite d'inspection.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
Thème(s) : Actions nationales 2023, Autosurveillance des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.</p> <p>La nature, la fréquence et les conditions des mesures définissant le programme de surveillance des émissions sont fixés, en tant que de besoin, par l'arrêté d'autorisation.</p>
<p>Constats : Le site est soumis à une baisse de production en fin d'année. Pour effectuer des mesures représentatives de son activité, l'exploitant fait intervenir le laboratoire de mesures atmosphériques au premier semestre.</p> <p>Les mesures des rejets atmosphériques sont effectuées dans des conditions représentatives de l'activité du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p>Constats : L'organisme IRH réalise les mesures et analyses des rejets atmosphériques.</p> <p>IRH est un laboratoire agréé jusqu'au 31 décembre 2023 pour les agréments : 1a, 2, 3a, 4a, 5a, 6a, 7, 9a, 10a, 11, 12, 13, 14, 15 et 16a</p> <p>Le laboratoire fait référence au dernier arrêté, publié au journal officiel (JO) du 31/12/2021, qui était en vigueur au moment des mesures (arrêté du 17/12/2021 portant agrément des laboratoires ou des organismes pour effectuer certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère).</p> <p>IRH Beaucozéz possède l'accréditation COFRAC n°1-2462 valable du 01/01/2022 au 31/12/2026.</p> <p>L'humidité (agrément 15) est un paramètre qui n'a pas été mesuré sous le respect de l'accréditation et n'est donc pas rendu sous le couvert de l'agrément ce qui n'est pas conforme réglementairement.</p> <p>=> Il est demandé à l'exploitant de s'assurer que le paramètre humidité est mesuré sous accréditation pour les prochaines campagnes de mesures.</p>
<p>Observations : Le rapport n'indique pas si les analyses ont été effectuées par IRH ou un laboratoire sous-traitant. Cette notion est supposée à la lecture du rapport. Cette partie doit être clarifiée. De plus en cas de sous-traitance, le laboratoire effectuant ces analyses doit aussi posséder l'accréditation adéquate.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.
Constats : Le dernier avis réglementaire date du 22 février 2022. Le tableau 1 définit les méthodes à appliquer pour les mesures dans l'air des émissions à la source. Sur les rapports transmis à l'inspection les normes appliquées sont les suivantes : Débit gazeux : NF EN ISO 16911-1 (avril 2013) - FD X43-140 (avril 2017) Humidité : NF EN 14790 (mars 2017) CO ₂ : XP CEN/TS 17405 (septembre 2020) O ₂ : NF EN 14789 (juin 2017) CO : NF EN 15058 (mars 2017) NO _x : NF EN 14792 (février 2017) COV nm : XP X43-554 (juillet 2009) CH ₄ : pas de norme → utilisation de XP X43-554 (juillet 2009) COV totaux : NF EN 12619 (février 2013) La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Thème(s) : Actions nationales 2023, Conformité des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a transmis les rapports des rejets atmosphériques et a expliqué son plan d'action lors de la visite.
Observations : => L'inspection demande à l'exploitant, lors de la transmission des rapports de mesures atmosphériques, de commenter les éventuels dépassement de VLE ou autre non conformité et d'apporter un plan d'action.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 21 : Respect des VLE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/04/2017, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : mettre prescription SME
Constats : Le site est soumis à un schéma de maîtrise des émissions (SME). Le SME/PGS des émissions 2022 n'est pas finalisé le jour de la visite, cependant la version provisoire montre que l'émission annuelle est de 0,12 kg de COV par kilogramme d'extrait sec. L'exploitant a indiqué que le rendement du RTO n'avait pas été optimum du à un problème d'étanchéification des trappes. Des actions correctives ont été mises en oeuvre. L'émission annuelle cible doit impérativement être respectée.
Observations L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur l'anticipation de la conformité aux MTD liée au réexamen du BREF STS. Le SME ne sera plus applicable et le site devra soumettre un PGS complet. Le positionnement sur une conclusion apportera la nouvelle limite d'émission à respecter à compter du 9 décembre 2024. Celle-ci portera sur les émissions de COV.
Type de suites proposées : Suceptible de suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2006, article 1.9
Thème(s) : Autre, Déversement pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de déclarer sans délai à l'inspection des installations classées les accidents ou les incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations</p> <p>Sous 15 jours, il précise dans un rapport les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y pallier et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise.</p>
<p>Constats : Le 11 mai 2022, une fuite de lessive de soude diluée à 50 % en provenance de la fosse C a été identifiée. Le 17 mai 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection la fiche de notification d'incident ainsi que l'arbre des causes. La fosse a été pompée et curée. L'exploitant a transmis le 14 septembre 2022 le rapport de diagnostic du sol du bureau d'étude ANTEAGROUP analysant les paramètres suivants : pH, métaux (cuivre, nickel, chrome, zinc, arsenic, cadmium, mercure et plomb), sodium et chlorure de sodium. Les prélèvements ont été réalisés le 18 août 2022, à proximité de la fosse C (S3 et S4), et en aval hydrogéologique selon le sens d'écoulement déterminé en 2021 (S1 et S2). Une anomalie de pH (pH = 8 de 0,8 à 3 mètre de profondeur) a été relevée sur le sondage S2.</p> <p>Il n'y a pas eu d'anomalie observée sur les piézomètres en aval (PZ2 et PZ3) (cf constat 4).</p> <p>Le laboratoire Antea group a suggéré l'installation d'un nouveau piézomètre en aval hydrogéologique de la fosse C. Un piézomètre y est déjà présent (PZ2). L'exploitant envisage de réutiliser la fosse C après sa rénovation (changement de la membrane, reconstruction de l'étanchéité).</p>
<p>Observations : Dans l'arbre des causes, l'exploitant avait identifié un problème de fréquence pour la vérification de l'étanchéité et d'identification du pH dans la fosse.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de lui fournir son plan d'action sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 23 : Accès dispositifs lutte incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2006, article 4.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : [...] - d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. [...]
Constats : Lors de la visite du 26 janvier 2023, l'inspection a constaté dans l'atelier vernissage/peinture/impression, que le passage pour l'accès d'un extincteur situé à proximité de la station de distribution de solvants était trop difficile pour une intervention rapide en cas d'incendie, voire dangereux (passage près des feuilles de métal aux bords tranchants). => L'inspection demande à l'exploitant de libérer les passages d'accès aux dispositifs de lutte contre l'incendie.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet